



VILLE DE GOUESNAC'H
DEPARTEMENT DU FINISTERE
ARRONDISSEMENT DE QUIMPER

Compte-Rendu Sommaire

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf décembre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de GOUESNAC'H, s'est réuni à la salle Vire-Court sous la présidence de M. Jean-Pierre MARC, Maire.

ETAIENT PRESENTS : Messieurs Jean-Pierre **MARC**, Thierry **DIMET**, Daniel **BOURHIS**, Camille **MASSÉ**, Pierre-Yves **GUILLERMOU**, Hervé **TALEC**, William **CALVEZ**, Patrick **MALAVIALE**, Erwan **DÉNIEL**, Denez **L'HOSTIS**, Titouan **DUPAYS**, Mesdames Marie **BOMIN**, Julie **COSSEC**, Laëtitia **DANIEL**, Séverine **COSQUERIC**, Marie-Thérèse **BOUDÉHEN**,

POUVOIRS : ont donné pouvoir : Stéphanie **MONOT** à Erwan **DÉNIEL**, Roselyne **LEFRANÇOIS** à Thierry **DIMET**, Lana **DREZEN** à Marie **BOMIN**, Laurence **GUILLERM** à Daniel **BOURHIS**, Rozenn **LABAEYE** à Séverine **COSQUERIC**,

EXCUSES : Christophe **LABAEYE**.

Secrétaire de séance : Madame Marie-Thérèse **BOUDÉHEN**.

Nombre de membres en exercice : **22**
PRESENTS A LA SEANCE : **16**
DATE DE LA CONVOCATION : 15 DECEMBRE 2025
DATE D'AFFICHAGE : 15 DECEMBRE 2025

ORDRE DU JOUR :

- Arrivée de Titouan DUPAYS en remplacement de Jérôme MAS (remise de la Charte de l' élu)
 - démission de Bruno AUDEBAUD
 - 1 Compte-rendu des CM du 29 septembre 2025 et du 14 novembre 2025
 - 2 Modification des commissions
 - 3 Décision modificative n°1/2025
 - 4 Crédits d'investissement budget 2026 à 25 %
 - 5 Validation des devis en cours
 - 6 Tarifs 2026 restaurant scolaire
 - 7 Tarifs 2026 garderie périscolaire
 - 8 Tarifs 2026 ALSH
 - 9 Tarifs 2026 cimetière
 - 10 Tarifs 2026 participation SMF
 - 11 Mutuelle – protection sociale complémentaire pour le risque santé
 - 12 CAF – subvention 40 691 € - convention d'objectifs de financement à signer
 - 13 SDEF – aide financière 9 639 € pour mise en place pompe à chaleur air/eau au restaurant scolaire – convention valorisation des certificats d'économie d'énergie
 - 14 CCPF – convention de mise en place de sites de compostage collectif
 - 15 Cabinet d'avocats LGP – renouvellement de la convention d'assistance juridique (tarif inchangé)
 - 16 Commune de Clohars-Fouesnant – convention utilisation du terrain de foot et des vestiaires
 - 17 Renouvellement de concession n°116 pour 15 ans.
-

- Le procès-verbal de la séance du 29 septembre 2025 sera modifié pour tenir compte des observations émises.
- Le procès-verbal de la séance du 14 novembre 2025 est approuvé à l'unanimité.

DCM N°63/2025

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS COMMUNALES

Vu l'article L 2121-22 du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L 5212.1, L 5212.2, L 5212.4 et L5212.7 du code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal modifié le 27 janvier 2024, fixant le nombre de membres par commission,

Vu l'installation de M. Titouan DUPAYS, nouveau conseiller municipal,

Entendu le rapport de M. le Maire,

Il est proposé de procéder aux modifications de la composition des commissions comme ceci :

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION TRAVAUX, AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT, URBANISME, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Vu le règlement intérieur, qui fixe à 10 le nombre des membres,

**Monsieur Jean-Pierre MARC
Monsieur Thierry DIMET
Monsieur Daniel BOURHIS
Monsieur Christophe LABAEYE
Monsieur Camille MASSÉ
Monsieur Hervé TALEC
Monsieur William CALVEZ
Monsieur Patrick MALAVIALE
M. Erwan DÉNIEL
M. Denez L'HOSTIS**

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION SOCIAL, SCOLAIRE, SPORTS, ENFANCE, JEUNESSE, VIE ASSOCIATIVE, LOISIRS, CULTURE

Vu le règlement intérieur, qui fixe à 13 le nombre des membres,

**Monsieur Jean-Pierre MARC
Madame Stéphanie MONOT
Madame Julie COSSEC
Madame Laëtitia DANIEL
Monsieur Daniel BOURHIS (remplace Monsieur Bruno AUDEBAUD)
Madame Roselyne LEFRANÇOIS
Monsieur Pierre-Yves GUILLERMOU
Madame Séverine COSQUERIC
Madame Marie-Thérèse BOUDEHEN
Madame Lana-Elizabeth DREZEN
Mme Laurence GUILLERM
Mme Rozenn LABAEYE
Monsieur Titouan DUPAYS (remplace Monsieur Jérôme MAS)**

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION FINANCES, RESSOURCES HUMAINES, AFFAIRES GENERALES

Vu le règlement intérieur, qui fixe à 11 le nombre des membres,

Monsieur Jean-Pierre MARC

Madame Stéphanie MONOT
Monsieur Thierry DIMET
Madame Marie BOMIN
Monsieur Daniel BOURHIS
Madame Julie COSSEC
Madame Laëtitia DANIEL
Monsieur Hervé TALEC
Monsieur William CALVEZ
Monsieur Patrick MALAVIALE
Monsieur Titouan DUPAYS (remplace Monsieur Jérôme MAS)

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL
A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS

Décide d'élire les membres des commissions ci-dessus.

DCM N° 64/2025
OBJET : DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N° 1 / 2025 - FONCTIONNEMENT

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2311-1 à 3, L.2312-1 à 4 et L.2313-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2025 mettant en exécution le budget primitif de l'exercice en cours conformément aux avis budgétaires de la Cours Régionale des Comptes,

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables à l'activité de la commune dans sa section de Fonctionnement,

Vu l'avis favorable des Commissions réunies le 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de Mme Marie BOMIN, adjointe aux finances et au personnel,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS

ADOpte la décision modificative n°1/2025 du budget ville, en section de Fonctionnement telle que figurant dans le tableau ci-après :

Chap. / Art.	Libellés	DEPENSES	RECETTES
014	Atténuations de produits	776,00	
7391112	Dégrèvements TH sur les logements vacants	-47,00	
739211	Attribution de compensation	-554,00	
7392221	Fonds déperéquation ressources communales et intercommunales	1 377,00	
75	Autres produits de gestion courantes		776,00
752	Revenus des immeubles		776,00
TOTAL		776,00	776,00

DCM N° 65/2025
OBJET : CREDITS D'INVESTISSEMENT BUDGET 2026

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'art.1612-1 du code général des collectivités territoriales : jusqu'à l'adoption du budget primitif, l'exécutif de la collectivité

* est en droit de liquider et de mandater les dépenses de la **section de fonctionnement** dans la limite de celles inscrites au budget de l'exercice précédent.

* peut engager, liquider et mandater **les dépenses d'investissement** dans la limite du quart des crédits ouverts de l'exercice précédent en précisant le montant et l'affectation des crédits.

Entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Vu l'avis favorable des Commissions réunies le 10 décembre 2025,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL
A L'UNANIMITE DES PRESENTS PLUS LES POUVOIRS

DECIDE

* **D'autoriser** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente pour le budget Ville

* **D'autoriser** les ouvertures de crédits suivantes en section d'investissement avant le vote du budget primitif 2026,

Chap. / Art.	Libellés	Budget 2026
20	Immobilisations incorporelles	2 000,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00
21	Immobilisations corporelles	25 000,00
2151	Réseaux de voirie	25 000,00
23	Immobilisations en cours	264 918,82
2313	Constructions	264 918,82
TOTAL		291 918,82

DCM N° 66/2025
OBJET : VALIDATION DES DEVIS EN COURS

Vu la délibération du 3 mars 2025 par laquelle le Conseil Municipal a retiré ses délégations accordées au Maire,

Vu les devis reçus pour le bon fonctionnement des services communaux et présentés ci-dessous :

Entendu le rapport de Mme Marie BOMIN, adjointe aux finances et au personnel,

Vu l'avis des commissions réunies le mercredi 10 décembre 2025,

CONSEIL MUNICIPAL
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

- valide les devis du numéro d'ordre suivants :

N° ordre	Fournisseur	Réf. Devis	HT	TVA	TTC
259	PATATE ET MANDARINE	4737	455,00	0,00	455,00
260	LIBRAIRIE BOURHIS	P033-00068464	202,46	40,49	242,95
261	LE SAINT	BL64073	193,74	10,67	204,41
262	ACOMAR MAREE	BL71287	154,80	8,51	163,31
263	BOULANGERS BRETONS	BL1463225	21,00	1,16	22,16
264	PASSION FROID	BL7944374539	74,40	4,09	78,49
265	PASSION FROID	BL7944374540	298,13	16,40	314,53
266	PASSION FROID	BL7944374541	686,96	37,78	724,74
267	ARDAN Leclerc Pleuven	08WD 01300	13,66	2,11	15,77
268	ARDAN Leclerc Pleuven	N468 00Y00	78,50	15,70	94,20
269	ARDAN Leclerc Pleuven	MY68 00Z00	55,67	11,14	66,81
270	ARDAN Leclerc Pleuven	N068 00600	100,82	20,16	120,98
271	SRIO	850	490,00	98,00	588,00
272	FABREGUE	200006803	710,85	142,17	853,02
273	FABREGUE	200006805	305,16	61,03	366,19
274	CHOMETTE	3694596	176,00	35,20	211,20
275	LE SAINT	BL67715	347,52	19,16	366,68
276	EPISAVEURS	BL7828381692	142,30	7,83	150,13
277	EPISAVEURS	BL7828381693	472,79	36,91	509,70
278	BOULANGERS BRETONS	BL1463226	21,00	1,16	22,16
279	ACOMAR MAREE	BL 71387	207,69	11,42	219,11
280	PASSION FROID	BL7944384630	896,87	49,33	946,20
281	SO BREIZH	BL70312829	354,00	19,47	373,47
282	BOULANGERS BRETONS	BL1463227	21,00	1,16	22,16
283	LE SAINT	BL71411	293,51	16,19	309,70
284	PASSION FROID	BL7944388850	1 207,44	66,41	1 273,85
285	ETABLISSEMENTS COQUARD	456638	68,41	13,68	82,09
286	FOUNTAIN	251002285	249,16	15,58	264,74
287	VOLANT cédric	FC/00002531	245,00	0,00	245,00
289	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063220	143,97	28,80	172,77
290	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063219	73,60	4,05	77,65
291	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063213	17,25	0,95	18,20
292	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063214	9,95	1,99	11,94
293	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063208	106,02	21,20	127,22
294	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063198	180,40	36,08	216,48
295	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063139	88,57	17,72	106,29
296	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063175	19,78	3,96	23,74
297	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063176	84,02	16,80	100,82
298	EDITIONS SED	025722	140,00	28,00	168,00
299	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063231	10,39	0,57	10,96
300	LIBRAIRIE BOURHIS	A033-00063232	17,39	3,48	20,87
301	APEL NOTRE DAME	-	325,00	0,00	325,00
302	APE ECOLES PUBLIQUES	-	370,00	0,00	370,00
303	LE LOUPP PEPINIERES	25011237	187,00	18,70	205,70
304	FOUSSIER	P25011090771	240,28	48,06	288,34
305	SYGES PRO INFORMATIQUE	132269	543,00	108,60	651,60
306	ELAG'MULTISERVICES	2049	640,00	128,00	768,00

307	TANGUY BOIS	2274853	237,86	47,57	285,43
308	CITEOS	NC20251121	4 983,00	996,60	5 979,60
309	DISTRIVERT	647745	9,55	0,95	10,50
310	CASTORAMA QUIMPER	149800072197	171,04	34,21	205,25
311	TANGUY BOIS	2299092	271,44	54,29	325,73
312	PROXI TY MAAG	26189	33,20	3,79	36,99
313	PROXI TY MAAG	26180	11,89	1,24	13,13
314	MANUTAN COLLECTIVITES	INT251105352	901,38	180,28	1 081,66
315	EPISAVEURS	8282680433	184,60	12,51	197,11
316	LE SAINT	1000379294	293,51	16,19	309,70
317	BODENAN ELAGAGE	FA251100029	220,00	44,00	264,00
318	FOUSSIER	L25001130501	173,66	34,73	208,39
319	CASTORAMA QUIMPER	149800073341	80,19	16,04	96,23
320	CASTORAMA QUIMPER	149800073488	215,13	43,03	258,16
321	CHAMBERSIGN	F2025-041560	119,54	23,91	143,45
322	FOUSSIER	P25011150530	181,64	36,33	217,97
323	LE LOUPP PEPINIERES	25000124	132,20	13,22	145,42
324	LE SAINT	75358	208,76	11,54	220,30
325	ACOMAR MAREE	71635	224,46	12,35	236,81
326	PASSION FROID	7944405989	1 052,48	57,89	1 110,37
327	EPISAVEURS	7828394680	287,68	22,53	310,21
328	EPISAVEURS	7828394681	9,48	1,90	11,38
329	EPISAVEURS	7828394682	76,54	4,21	80,75
330	LES VERGERS DE KERMAO	26876	40,00	8,00	48,00
331	GAINCHE	FA2500242	110,00	22,00	132,00
332	MATHYSS	FA2025120015	1 276,80	127,68	1 404,48
333	EPISAVEURS	8282685292	111,34	10,29	121,63
334	EPISAVEURS	8282685290	127,20	7,00	134,20
335	EPISAVEURS	8282685291	85,36	10,49	95,85
336	ETABLISSEMENTS COQUARD	458161	98,05	19,61	117,66
337	LE SAINT	79339	316,60	17,46	334,06
338	EPISAVEURS	7828396343	127,20	7,00	134,20
339	EPISAVEURS	7828396344	85,36	10,49	95,85
340	EPISAVEURS	7828396345	111,34	10,29	121,63
342	ACOMAR MAREE	BL 71758	223,17	12,27	235,44
343	PASSION FROID	7944418097	994,89	54,72	1 049,61
344	PASSION FROID	7944418098	389,97	21,45	411,42
345	PASSION FROID	7944418099	416,51	22,91	439,42
346	PASSION FROID	7944418100	69,07	3,80	72,87
202	LE SAUX ELECTRICITE	653	1 070,00	214,00	1 284,00
203	LE SAUX ELECTRICITE	655	7 870,00	1 574,00	9 444,00
243	UGAP	303443360	37,25	7,45	44,70
244	UGAP	303443388	118,80	23,76	142,56
245	UGAP	303443410	133,60	26,72	160,32
247	UGAP	303443430	111,20	22,24	133,44
248	UGAP	303443440	83,23	16,65	99,88
249	UGAP	303443444	138,48	27,70	166,18
	TOTALISATION				

- *Autorise M. le Maire à signer ces devis,*

- *Ecarte ou suspend les devis du numéro d'ordre suivants :*

N° ordre	Fournisseur	Réf. Devis	HT	TVA	TTC
314	MANUTAN COLLECTIVITES	INT251105352	901,38	180,28	1 081,66
341	SAMSIC FACILITY	-	1 945,05	389,01	2 334,06

DCM N°67/2025

OBJET : TARIFS 2026 – RESTAURANT SCOLAIRE

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2026,

Considérant l'avis favorable des commissions réunies le 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de Mme Julie COSSEC, adjointe à l'enfance, à la jeunesse, aux affaires scolaires et au sport,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE : fixer les tarifs du restaurant scolaire à compter du 1^{er} janvier 2026 comme il suit :

Cantine	Tarif
QF Moins de 800€	1.00 €
QF De 800€ à 999€	2.42 €
QF De 1 000€ à 1 199€	2.96 €
QF De 1 200€ à 1 399€	3.61 €
QF De 1 400€ à 1 999€	4.15 €
QF 2 000€ et plus	5.21 €
QF inconnu	5.21 €
Adulte	7.23 €
Agent communal	5.21 €
Hors commune	5.21 €

DCM N° 68/2025

OBJET : TARIFS 2026 – GARDERIE PERI-SCOLAIRE

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2026,

Considérant l'avis favorable des commissions réunies le 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de Mme Julie COSSEC, adjointe à l'enfance, à la jeunesse, aux affaires scolaires et au sport,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE : fixer les tarifs de la garderie périscolaire à compter du 1^{er} janvier 2026 comme il suit :

Garderie matin	
QF Moins de 800€	1.15 €
QF De 800€ à 999€	1.50 €
QF De 1 000€ à 1 199€	1.60 €
QF De 1 200€ à 1 399€	1.70 €
QF De 1 400€ à 1 999€	1.83 €
QF 2 000€ et plus	1.90 €

QF inconnu	1.90 €
Hors commune	1.90 €
Inscription tardive	1.90 €

Garderie soir	
QF Moins de 800€	1.43 €
QF De 800€ à 999€	1.82 €
QF De 1 000€ à 1 199€	1.94 €
QF De 1 200€ à 1 399€	2.01 €
QF De 1 400€ à 1 999€	2.13 €
QF 2 000€ et plus	2.23 €

QF inconnu	2.23 €
Hors commune	2.23 €
Inscription tardive	2.23 €

DCM N° 69/2025
OBJET : TARIFS 2026 – ALSH

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2026,
Considérant l'avis favorable des commissions réunies le 10 décembre 2025,
Entendu le rapport de Mme Julie COSSEC, adjointe à l'enfance, à la jeunesse, aux affaires scolaires et au sport,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE : fixer les tarifs d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) à compter du 1^{er} janvier 2026 comme il suit :

ALSH	Journée Avec ou sans repas	1/2 journée Avec ou sans repas
QF Moins de 800€	7.00 €	4.00 €
QF De 800€ à 999€	9.19 €	5.25 €
QF De 1 000€ à 1 199€	13.06 €	8.26 €
QF De 1 200€ à 1 399€	14.32 €	9.48 €
QF De 1 400€ à 1 999€	15.85 €	10.74 €
QF 2 000€ et plus	17.44 €	12.97 €
QF inconnu	17.44 €	12.97 €
Hors commune	17.44 €	12.97 €
Inscription tardive	17.44 €	12.97 €

DCM N° 70/2025
OBJET : TARIFS 2026 - CIMETIERE

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2026,
Considérant l'avis favorable des commissions réunies le 10 décembre 2025,
Entendu le rapport de Mme Laëtitia DANIEL, conseillère municipale déléguée à la vie associative et à l'évènementiel,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE : fixer les tarifs du cimetière à compter du 1^{er} janvier 2026 comme il suit :

Concessions au cimetière	
- concession 15 ans - 2m ² (simple)	133 €
- concession 15 ans - 5 m ² (double)	297 €
- concession 30 ans - 2 m ² (simple)	266 €
- Concession 30 ans - 5 m ² (double)	624 €
- utilisation provisoire du caveau communal (2 mois maximum)	3,00 €/jour

Columbarium et mini tombe	
Columbarium	
- concession de 15 ans	420 €
- concession de 30 ans	834 €
mini tombe	
- concession de 15 ans	278 €
- concession de 30 ans	556 €

DCM N° 71/2025

OBJET : PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT 2026 – SALLE MULTIFONCTION VIRE-COURT

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de fixer la participation aux frais de fonctionnement applicable à compter du 1^{er} janvier 2025,

Considérant l'avis favorable des commissions du 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de Mme Laëtitia DANIEL, conseillère municipale déléguée à la vie associative et à l'évènementiel,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE : fixer la participation aux frais de fonctionnement applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 comme suit :

		Association* de la commune	avec office	Particulier de la commune	avec office	extérieurs à la commune	avec office
Salle 100 m ²	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	144,00 €	62,00 €	242,00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires (de 9h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	252,00 €	88,00 €	495,00 €	110,00 €
	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	391,00 €	103,00 €	660,00 €	165,00 €
Salle 200 m ²	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	206,00 €	62,00 €	330,00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires	Gratuite	Gratuit	366,00 €	88,00 €	550,00 €	110,00 €

	(de 9h à 1h du matin)						
	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	464,00 €	103,00 €	770,00 €	165,00 €

Salle 300 m²	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	309,00 €	62,00 €	440,00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires (de 9h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	412,00 €	93.00 €	660,00 €	110,00 €
	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	567,00 €	103,00 €	935,00 €	165,00 €

Salle 300m² + Restaurant scolaire	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	556.00 €	62,00 €	770.00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires (de 9h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	680.00 €	93.00 €	1 100.00 €	110,00 €
	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	1 030.00 €	103,00 €	1 540.00 €	165,00 €

Salle 45 m²	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	72.00 €	62,00 €	121.00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires (de 9h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	134.00 €	93.00 €	253.00 €	110,00 €

	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	206.00 €	103,00 €	330.00 €	165,00 €
--	--------------------	----------	---------	----------	----------	----------	----------

Restaurant scolaire (à la discrétion de la municipalité)	Soirée du lundi au vendredi en période scolaire (de 18h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	221.00 €	67.00 €	352.00 €	88,00 €
	Samedi ou dimanche ou jour de semaine en vacances scolaires (de 9h à 1h du matin)	Gratuite	Gratuit	324.00 €	67.00 €	550.00 €	110,00 €
	Samedi et dimanche	Gratuite	Gratuit	427.00 €	98.00 €	825.00 €	165,00 €

*Association de la Commune : 2 évènements gratuits par an, puis la tarification « particulier de la commune » sera appliquée

Caution fixée à 1 000 € par salle

Caution fixée à 2 000 € pour la salle de 300 m² + Restaurant scolaire

Nettoyage (en cas de besoin) 20 € / heure

Réduction agent communal : 50% une fois par an.

DCM N°72/2025

OBJET : MUTUELLE – PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Mme Marie BOMIN, adjointe aux finances et au personnel informe le conseil municipal que les employeurs publics territoriaux peuvent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ces garanties ont pour objet de couvrir :

- Le **risque santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le **risque prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

La participation financière versée par l'employeur public **deviendra obligatoire** :

- pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum de 7€ brut mensuel,
- pour le risque santé à effet du 1^{er} janvier 2026 selon un minimum de 15€ brut mensuel.

La participation peut être accordée pour l'un ou l'autre des risques santé ou prévoyance, ou pour les deux. L'employeur a la faculté d'opter, pour chacun des risques :

- soit pour la **labellisation**. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- soit pour la **convention de participation**, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance. Cette consultation est réalisée :

- soit par l'employeur,
- soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du FINISTERE a lancé une procédure en vue de la conclusion d'une convention de participation pour le risque SANTE.

Au terme d'une mise en concurrence, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion, après avis du Comité social territorial, a retenu pour ce risque, lors de sa séance du 28 septembre 2023, la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE.

Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais se rattacher à la convention de participation à compter du 1^{er} janvier 2024 sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.

Trois formules sont proposées au choix des agents avec des garanties supérieures à celles prévues par le panier de soins défini à l'article L911-7 du code de la sécurité sociale, à savoir :

- Niveau 1 - de base
- Niveau 2 - renforcée
- Niveau 3 - supérieure

Le contrat-groupe « mutuelle santé » s'adresse aux agents actifs, fonctionnaires ou agents contractuels de droit public/privé, aux retraités ainsi qu'à leurs ayants-droits.

La tarification est adaptée par tranche d'âge pour les actifs.

Il reviendra ensuite à chaque agent de décider d'adhérer par bulletin d'adhésion individuel aux garanties qu'il souhaite souscrire.

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière dont les montants ont été négociés avec les organisations syndicales représentatives dans le cadre de la conclusion d'un accord collectif départemental signé le 14 septembre 2023 et qui se décompose comme suit :

- 5 euros pour l'année 2024
- 10 euros pour l'année 2025
- 15 euros pour l'année 2026

Elle peut éventuellement être modulée en fonction des revenus de l'agent et sa composition familiale.

Il est important de préciser, qu'en cas d'adhésion à une convention de participation, la participation employeur y sera rattachée et ainsi ne pourra plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.

Il est proposé au Conseil de délibérer pour l'adhésion au dispositif porté par le CDG29 et sur le montant de la participation financière accordée aux agents.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.452-42 et L.827-1 à L.827-12 du Code général de la fonction publique

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance N°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret N°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la délibération du Centre de Gestion du FINISTERE n°23-57 du 28 septembre 2023, portant, après avis du comité social territorial départemental, actant du choix de la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE comme organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation relative au risque santé pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030,

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 25 novembre 2025.

Le Conseil Municipal
AL'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE :

- D'adhérer à la convention de participation conclue, pour le risque SANTE à compter du 1^{er} janvier 2026 par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du FINISTERE avec la MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, en autorisant M. le Maire à signer la convention d'adhésion et tout acte en découlant ;
- D'accorder sa participation financière aux agents titulaires et agents contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif qui adhéreront au contrat d'assurance collective et de fixer le niveau de participation suivant :

Montant unitaire mensuel brut : 15 €/agent,

Il est précisé que la participation employeur est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés,

- De prévoir l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,
- D'autoriser M. le Maire à effectuer tout acte en découlant, et notamment la souscription à la convention de participation et au contrat d'assurance collective associé.

DCM N° 73/2025 OBJET : CAF – SUBVENTION D'INVESTISSEMENT – CONVENTION D'OBJECTIFS DE FINANCEMENT (CI-JOINT)
--

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu les travaux d'aménagements du local espaces jeunes dans l'annexe du tiers-lieu,
Vu la notification de décision de la CAF du Finistère d'accorder à la commune de Gouesnac'h, une aide à l'investissement sous forme de subvention pour un montant de 40 691,00 €
Vu la convention d'objectifs de financement (fonds d'aide à l'investissement pour accueil de loisirs sans hébergement)
Considérant l'avis des commissions du 10 décembre 2025,
Entendu le rapport de Mme Laëtitia DANIEL, conseillère municipale déléguée à la vie associative et à l'évènementiel,
Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
AL'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE :

- D'approuver la convention proposée entre la CAF du Finistère et la commune de Gouesnac'h,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer et à exécuter la Convention entre la CAF et la Commune de Gouesnac'h, ainsi que toutes pièces à venir.

DCM N° 74/2025 OBJET : SDEF – ADHESION AU DISPOSITIF DE GROUPEMENT DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE COUP DE POUCE « CHAUFFAGE DES BATIMENTS » (CONVENTION JOINTE)

Programme CEE coup de pouce « chauffage des bâtiments résidentiels, collectifs et tertiaires »
Syndicat Départemental d'Energies et d'Equipeement du Finistère (SDEF)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2224-34,

Vu le Code de l'Energie et notamment ses articles L.221-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur,

Vu la convention jointe en annexe,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Commune de signer cette convention d'habilitation, afin de promouvoir les actions de maîtrise de la demande d'énergies réalisées par la Commune et de les valoriser par le biais de l'obtention de certificats d'économies d'énergie,

Considérant l'avis favorable des commissions du 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de M. Camille MASSÉ, conseiller municipal délégué à la voirie et à la fibre optique,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE

- D'approuver la convention proposée entre le SDEF et les bénéficiaires éligibles au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer et à exécuter la Convention entre le SDEF et la Commune d'adhésion au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie pour le programme CEE coup de pouce « chauffage des bâtiments résidentiels, collectifs et tertiaires », ainsi que toutes pièces à venir.

DCM N°75/2025

OBJET : CCPF - CONVENTION COMPOSTAGE COLLECTIF (CI-JOINT)

Vu l'article L 2121-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la volonté des élus communautaires de mettre en œuvre une collaboration entre les communes et le pôle déchets concernant l'implantation de sites de compostage collectifs,

Vu la proposition de convention de la CCPF (ci-jointe),

Considérant l'avis des commissions du 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de M. Le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE

- Valider la convention de mise en place de sites de compostage collectif,
- D'autoriser M. le Maire à signer la convention proposée et les dépenses afférentes.

DCM N°76/2025

OBJET : LGP - CONVENTION D'ASSISTANCE JURIDIQUE (CI-JOINT)

Vu l'article L 2121-22 du code général des collectivités territoriales,

Le cabinet d'avocat LGP - 8, rue Voltaire – CS 22948 – 29229 BREST CEDEX, propose ses services d'assistance juridique à la commune de Gouesnac'h depuis le 16/12/2020, par le biais d'une convention d'un an, renouvelée 4 fois. Celle-ci arrive donc à échéance le 31 décembre prochain.

Le cabinet fait savoir qu'il maintient ses conditions financières à l'identique, à 7 200 € HT annuels, bien que, sur l'exercice 2025, le montant du travail de consultation soit très au-dessus de cette somme.

Vu la proposition de convention du cabinet LGP (ci-jointe),

Considérant l'avis des commissions du 10 décembre 2025,

Entendu le rapport de M. Le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE DE :

- Valider la convention d'assistance juridique pour la commune de Gouesnac'h,
- D'autoriser M. le Maire à signer la convention proposée et les dépenses afférentes.

DCM N°77/2025

**OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION DES VESTIAIRES ET DU STADE DE FOOT
DE CLOHARS-FOUESNANT (CI-JOINT)**

Vu l'article L 2121-22 du code général des collectivités territoriales,
Vu les travaux actuels sur le site de Kérincuff, la démolition des vestiaires et l'impossibilité d'utiliser le terrain de foot,
Vu la rencontre entre la commune de Gouesnac'h, la commune de Clohars-Fouesnant et les représentants de l'association de football corp Les Galactics, et l'accord de principe qui en est résulté,
Entendu le rapport de Mme Julie COSSEC, adjointe à l'enfance, à la jeunesse, aux affaires scolaires et au sport,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE

- Valider la convention d'occupation des vestiaires et du terrain de foot du centre bourg de Clohars-Fouesnant,
- D'autoriser M. le Maire à signer la convention proposée et les dépenses afférentes.

DCM N°78/2025

OBJET : RENOUELEMENT D'UNE CONCESSION AU CIMETIERE

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités,
Vu la DCM n°4/2025, du 3 mars 2025, actant le retrait des délégations du conseil municipal à M. le Maire,
Vu l'obligation de toute commune d'offrir une sépulture à ces citoyens,
Considérant l'avis favorable des commissions réunies le 10 décembre 2025,

RENOUELEMENT :

Vu la demande reçue le 08/12/2025, pour l'emplacement **n°116** (pleine terre), pour une durée de 15 ans.

Entendu le rapport de Mme Laëtitia DANIEL, conseillère municipale déléguée à la vie associative et à l'évènementiel,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal
A L'UNANIMITE DES PRESENTS, PLUS LES POUVOIRS

DECIDE :

- **De renouveler la concession suivante : n°116, pleine terre pour une durée de 15 ans.**

La séance est levée à 20h20.